



CONSEIL DES TERRITOIRES

MERCREDI 20 DECEMBRE 2023

- En visioconférence -

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD

Ligue AURA	Jean-Luc MANAUDOU
Ligue Bretagne	Bénédicte COMPOIS
Ligue Bourgogne Franche-Comté	Patrick TRIOEN
Ligue Corse	Christine ARNOUX
Ligue Grand Est	Stéphane METZGER
Ligue Martinique	Alex BADIAN
Ligue Haut de France	Véronique GIBOT (en charge du Pôle territoires)
Ligue Ile de France	Ingrid D'HOSTINGUE (Directrice Générale)
Ligue Normandie	Philippe BRIOUT
Ligue Nouvelle Aquitaine	Marc DEBERGHES
Ligue Occitanie	Bernard DALMON
Ligue Pays de la Loire	Joël PINEAU
Ligue PACA	Dominique LAGIER (Présidente Déléguée)
Présidente CC « Outre-Mer »	Guilène FAUBOURG

Absent :

Ligue Centre Val de Loire	Michel SAUGET
----------------------------------	---------------

Excusés :

Ligue Guadeloupe	Gérard OLIVARY
Ligue Guyane	Myrtho MANDE
Ligue Nouvelle Calédonie	Jean-Claude ROBIN
Ligue La Réunion	Henri FONTAINE
Ligue Tahiti	Michel SOMMERS

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Directrice Technique Nationale Adjointe	Agnès BERTHET
Responsable de la coordination des instances fédérales	Magali TAPRET
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE
Responsable Développement & accompagnement réseau fédéral	Catherine ARRIBE (en partie)
Centre Fédéral de Ressources	Lysiane DEBAR (en partie)

Gilles Sézionale souhaite la bienvenue à toutes et à tous pour cette dernière réunion de l'année. Il revient sur les excellents résultats obtenus par la France aux Championnats d'Europe 25m à Bucarest du 5 au 10 décembre dernier avec 23 médailles dont 7 titres, de bon augure dans la course pour les Jeux Olympiques de Paris 2024.

Concernant l'organisation des Championnats d'Europe 2026, il annonce que l'Etat a augmenté son investissement de 2,5M€ à 2,9M€.

Il informe de la reconduction par le Ministère du contrat de Michel Chrétien jusqu'en 2025, alors qu'il devait prendre sa retraite avant les JO, afin qu'il puisse préparer au mieux la suite pour l'INSEP.

Concernant les licences, nous constatons une bonne dynamique et le budget 2024 a été voté.

Pour finir, concernant le Giant Open, le désistement de l'étape de Marseille a été acté. La ville de Nice accueillera donc durant 4 jours cet événement du 17 au 20 mars 2024.

Philippe Briout passe la main à Dominique Cupillard pour la gestion du déroulé de l'ordre du jour.

1) Etat des licences

- ✓ 273 773 licences (+ 10 579 licences par rapport à N-1, soit une augmentation de 4,02 %)
- ✓ Part fédérale : 5 228 621 € (+ 98 344.70 € par rapport à N-1, soit une augmentation de 1,92 %)
- ✓ Part ligues : 2 575 157 € (+ 56 530.30 €)
- ✓ Part fédérale + ligues : 7 803 778 € (+ 154 875 €)
- ✓ 2 500 licences de plus dans le panier par rapport à N-1
- ✓ 20 235 licences en attente

A noter une forte disparité entre les ligues qui s'explique en partie par les fermetures de bassins et de clubs. Laurent Ciubini demande à chaque ligue de faire un retour auprès de Basile Gazeaud sur les fermetures ou autres analyses qu'elles souhaiteraient partager. Concernant les 4% d'augmentation à ce jour, il rappelle que nos prévisions budgétaires sont estimées à 5 %. Nous devons donc nous remobiliser afin d'atteindre les objectifs fixés.

Tour de table :

Normandie : +1000 licences sont comptabilisées par rapport aux années précédentes, ce qui est une situation très inhabituelle.

Nouvelle Aquitaine : beaucoup de clubs refusent du monde chez les plus jeunes et les adultes, mais perte de compétiteurs sur les +11 ans. Très peu de fermetures de bassins mais des municipalités fixent des fermetures temporaires de décembre à mars.

Pays de la Loire : 3 ou 4 clubs ont cessé leurs activités, en raison notamment d'un manque d'entraîneurs ou de fermeture de bassin. Résultat néanmoins correct dû en partie aux campagnes de communication régionale mises en place pour inciter au 100 % licences.

Hauts de France : perte de 700 licences en raison de la fermeture de bassins.

2) AG Electives FFN et Ligues

Dominique Cupillard remercie Antoine Fontaine, responsable juridique, et Magali Tapret pour le travail effectué.

Antoine Fontaine présente l'organisation envisagée.

Période pré-électorale

- ✓ **Janvier – Mars 2024** : procédure d'appel d'offres pour désigner le prestataire de vote électronique

- ✓ **Fin février 2024** : désignation de la Commission de Surveillance des Opérations Electorales (CSOE) par le CODIR
La CSOE se compose à minima de quatre (4) membres, dont une majorité de personnes qualifiées spécifiquement désignées par le comité directeur de la FFN. Ces membres ne peuvent être candidats aux élections du CODIR de la FFN, des ligues régionales (LR) ou des comités départementaux (CD).
- ✓ **Fin avril 2024** : CODIR pour valider les dates des AG des ligues, après avis de la CSOE.
- ✓ **31 mai et 1er juin 2024** : Assemblée Générale (modifications statutaires et validation du calendrier électoral)
Ex de modification statutaire envisagée : En cas de poste vacant, il ne sera plus possible de pourvoir au remplacement de ce poste par cooptation. Une modification statutaire sera proposée pour imposer que chaque liste soit composée d'à minima 34 noms et au maximum de 36 noms afin d'avoir un à deux suppléants de chaque sexe en cas de démission sans avoir à réorganiser d'AG élective.

Période électorale

- ✓ **Septembre - octobre 2024** : dépôt des candidatures par collège, validation et publication par la CSOE de la liste des licenciés admis à voter
- ✓ **13 - 30 Octobre 2024** : élection de la commission des SHN
- ✓ **1 - 15 novembre 2024** : élection des collèges « entraîneurs » et « officiels »
- ✓ **15 - 22 novembre 2024** : dépôt des listes de candidats aux élections du Comité Directeur fédéral
- ✓ **26 novembre 2024** : réunion de la CSOE et publication des listes de candidats, des clubs admis à voter et leur nombre de voix
- ✓ **6 – 13 décembre 2024** : période de vote électronique
- ✓ **14 décembre 2024** : proclamation des résultats

Il est précisé que l'utilisation du vote électronique n'est pas une obligation statutaire pour les ligues.

Concernant le collège « officiels » seuls les officiels actifs seront électeurs. Les listes seront arrêtées au 31 août 2024. A ce titre, les ligues sont invitées à bien vérifier que cette liste soit à jour.

Laurent Ciubini propose qu'une extraction soit effectuée par région pour vérification et validation par chaque ligue.

Dominique Cupillard indique que cette liste est déjà disponible sur extranet Officiels.

Concernant le collège « entraîneurs », il s'agit des entraîneurs déclarés au moment de la prise de licence. Une réflexion sera menée pour cadrer ce point précis afin que les critères soit clairement définis dans les statuts avant l'échéance des élections. A noter que ces dispositions sont nouvelles pour toutes les fédérations. Une large sensibilisation sera faite tout au long de l'année.

Calendrier prévisionnel ligues

- ✓ **D'ici la fin du 1^{er} trimestre 2024**
 - S'assurer de la conformité des statuts de la ligue aux statuts types
Pour ceux qui organiseront leur AG sur le 1^{er} semestre 2024, ne pas hésiter à revenir vers le service juridique pour mise en conformité des statuts.
 - Désigner les membres de la CSOE obligatoire dans chaque ligue : a minima 2 membres
- ✓ **D'ici la fin du 2^{ème} trimestre 2024**
 - Fixer la période électorale de la ligue (date de l'AG, période de dépôt des candidatures notamment)
 - Coordonner les périodes électorales des comités départementaux
 - Identifier un prestataire en cas de vote électronique
- ✓ **10 novembre 2024** : date limite pour la tenue des AG électives des ligues

Toutes ces informations devront être remontées à la Fédération.

Le CFR souhaite accompagner les ligues tout au long de l'année 2024 afin qu'elles abordent les AG électives le plus sereinement possible.

Concrètement cet accompagnement se traduira par :

- L'appel d'offre qui sera publié par la fédération en début d'année 2024 intégrera la nécessité que le prestataire propose un tarif avantageux pour réaliser les AG dans certaines ligues.
- Le service juridique élabore un guide à destination des ligues et réalise une synthèse des questions soulevées par les ligues dans une FAQ. L'idée est de répondre de manière adaptée à toutes les questions que les dirigeants de ligue peuvent se poser.
- Mettre les ligues en réseau tout au long de l'année pour qu'elles puissent s'entraider et s'apporter des réponses mutuelles. Proposition de temps privilégiés aux dirigeants de ligue pour qu'ils puissent poser des questions concernant la refonte de leurs statuts ou concernant l'AG en elle-même.
- D'autres formes de soutien pourront être apportées selon les besoins exprimés par les ligues.

Les spécificités du scrutin

✓ **Election du CODIR :**

- Scrutin secret plurinominal à deux tours (majorité absolue au premier tour, majorité relative au second tour sous réserve d'obtenir au moins le quart des voix représentées)
- CODIR composé de 12 à 32 membres, chacun des deux genres devra bénéficier d'à minima 40% des sièges pourvus
- En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au moins âgé des candidats

✓ **Election du bureau :**

- Bureau composé d'au moins 3 personnes, chacun des deux genres devra bénéficier d'à minima 40% des sièges pourvus

✓ **Election des délégués régionaux (+suppléants)**

- Chaque délégué régional, obligatoirement licencié à la FFN, est désigné pour quatre ans par l'AG élective régionale, au sein de laquelle il s'est vu délivrer sa licence, ayant lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été. Une même personne ne peut être désignée déléguée régionale pour plusieurs ligues régionales. Des suppléants à ces délégués sont aussi désignés dans les mêmes conditions.

Dominique Cupillard précise qu'en 2028 les Codir des ligues devront respecter la parité 50/50 et la limitation à 3 mandats consécutifs à la tête de la ligue.

Patrick Trioen demande si la cooptation ne sera également plus possible dans les ligues ? Si cela est le cas, la notion de suppléant devra-t-elle également être déclinée dans les ligues ?

Antoine Fontaine précise que la cooptation ne sera plus possible au niveau fédéral mais qu'elle restera possible au niveau régional.

Patrick Trioen s'interroge sur la chronologie entre les élections départementales et l'élection régionale. Antoine Fontaine répond que les statuts stipulent qu'il s'agit d'une cohérence dans le processus. Les élections départementales doivent obligatoirement se tenir avant les élections régionales.

Philippe Briout demande si la ligue peut imposer une date identique pour la tenue des AG départementales ?

Antoine Fontaine confirme que cela est tout à fait possible.

Bernard Dalmon demande si exceptionnellement une AG départementale pourrait se tenir en juin pour cause de fusion ?

Antoine Fontaine répond que la règle est qu'aucune élection ne peut se tenir avant le 31 août 2024.
Laurent Ciubini : il pourrait y avoir des dérogations. Cette éventualité doit néanmoins être vérifiée.
Jean-Luc Manaudou : pour lui c'est bien la base électorale 2023/2024 qui doit être prise en compte.
Concernant la date butoir du 10 novembre : attention à garder une marge de sécurité si problème lors de l'élection.

3) Prévention des violences

Agnès Berthet présente l'organisation de la prévention des violences au sein de la Fédération. En qualité de référente nationale pour la lutte contre les violences dans le milieu de la natation, elle recueille les signalements, assure le lien avec Signal-sports, réalise des signalements au procureur de la république du territoire concerné (infractions pénales) et établit les contacts avec les CRIP (cellule de recueil des informations préoccupantes). Elle définit la politique fédérale en matière de lutte contre les violences en lien avec le Cercle de compétences Violences, le DTN et le Directeur Général. Elle traite aussi les situations qui remontent de manière à bien les traiter et que les informations soient partagées et les procédures enclenchées.

Prévention (*Formations & Partenariats*)

- **Référente en charge du suivi des partenariats** avec les associations spécialisées d'aide aux victimes (Mylène CADILHAC) et coordination du déploiement des partenariats sur le territoire.
- **Référent VS au sein de chaque ligue**, chargé d'organiser le déploiement des actions de formation ou de sensibilisation sur son territoire. Ces référents de Ligue doivent être formés sur la thématique des violences, connaître les processus de signalements internes. Ils doivent avoir du temps disponible et dédié pour assurer cette fonction ainsi que des compétences relationnelles et en gestion de projets.

Recueil des signalements

- **Référente Violences de la FFN** (Agnès BERTHET), chargée de recueillir les signalements de victimes ou témoins concernant des faits de violences dans le sport (violences sexuelles, discriminations, bizutages, etc).
- La référente violences assure le lien avec la cellule signal-sport du Ministère des sports, réalise des signalements auprès du Procureur de la République compétent, informe les CRIP (pour des faits concernant des mineurs entre eux).
- Elle supervise le contrôle d'honorabilité des éducateurs, dirigeants et officiels via la plateforme SI-Honorabilité (dont elle délègue l'exécution au service juridique).
- La référente violences assure le suivi des moyens de communication déployés par la FFN pour prévenir et lutter contre les violences.

Traitement des signalements

- **La Cellule de Gestion des Situations Prioritaires (CGSP)** composée du Président, du DTN, du DG, de la référente violences et du responsable juridique.
La CGSP se prononce collégalement sur la nécessité d'une procédure disciplinaire interne. Le cas échéant, le Président engage les poursuites disciplinaires et décide d'une éventuelle mesure conservatoire (la Présidente de l'ODF a également ce pouvoir).
- Organismes disciplinaires fédéraux (ODF & OGA) chargés de sanctionner les auteurs de violences en application des textes fédéraux (Statuts, règlement intérieur, règlement disciplinaire, Charte d'Ethique et de Déontologie...)

Cercle de Compétences VS

- Organe chargé d'impulser la politique fédérale en matière de prévention et de lutte contre les violences, d'en définir les priorités et d'établir un plan d'actions.

Référent VS au sein de chaque ligue

- Disponible et sensibilisé sur le sujet
- Compétences relationnelles
- Membre du réseau des référents violences
- Chargé de coordonner des formations sur le territoire
- Remontée des difficultés rencontrées sur le territoire

Les référents régionaux VS sont chargés d'organiser le déploiement des actions de formation ou de sensibilisation sur leur territoire. Ils doivent être formés sur la thématique des violences, connaître les processus de signalements internes.

Ces personnes devront avoir envie d'accompagner des actions portant avant tout sur la prévention de toute forme de violences au sein des structures fédérales.

Un email va partir prochainement pour demander aux ligues de les désigner. Ces référents seront réunis en janvier en visio afin de recueillir leurs besoins en termes de formation et de mettre en place les différentes actions de sensibilisation.

4) Affaires sportives

- Stratégie de préparation olympique des Equipes de France

Julien Issoulié présente la stratégie de préparation olympique des EDF Eau Libre, Natation Artistique, Natation Course, Plongeon et Water-Polo.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Marc Deberghes demande si un plan B est envisagé en cas de non-conformité de l'eau de la Seine. Julien Issoulié répond qu'à sa connaissance aucun plan B n'est envisagé. Seules les épreuves pourront être décalées jusqu'à 48h.

- Stratégie et financement de l'accession

Laurent Ciubini précise que dans le cadre de la construction budgétaire, le Codir n'a pas souhaité fragiliser les EDF Sénior. Il a également estimé difficile de ne pas poursuivre le programme de la relève qui pourrait être financé par les ligues.

Agnès Berthet explique que pour boucler le budget et poursuivre le travail des EDF Junior et Jeune avec cohérence, sans fragiliser la performance après les JO de Paris, il manque 207 600 Euros répartis sur des actions d'EDF des collectifs relève de chaque discipline (sur un budget total nécessaire de 872K€). Différentes actions pouvant être financées par les ligues sur le programme de l'accession ont été identifiées, visant à préparer les athlètes à être performants sur les 2 prochaines olympiades en s'appuyant sur la dynamique actuelle.

Alexandra Laboucheix présente les 3 scénarios proposés pour le financement du programme de l'accession par les ligues :

- Répartition des 208K selon le nombre total de licences 2022/2023
- Répartition des 208K selon le nombre de licences « compétitions » 2022/2023
- Approche mixte entre financement direct d'actions de ligue et prorata. Sur ce 3^{ème} scénario certaines ligues ont proposé d'accueillir des actions via des co-financements régionaux.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Stéphane Metzger est favorable à l'organisation d'un événement au sein de la ligue (scénario 3) mais quid du financement si la ligue ne peut pas le prendre en charge dans sa totalité ? La Fédération peut-elle abonder de la différence ?

Laurent Ciubini : le financement de cette approche mixte est complexe à monter. Pour aller chercher des subventions régionales, la ligue doit obligatoirement porter l'ensemble des financements de l'action. S'il subsiste un delta non financé par la ligue et les subventions régionales, celui-ci pourrait être réparti dans le fonds de péréquation. Il sera difficile pour les ligues de ne pas prendre des actions qui ne sont pas sur leur territoire. A ce jour 4 ligues sont concernées.

Agnès Berthet précise que les stages et compétitions peuvent être portés et financés par la ligue mais que leur organisation reste au niveau des services fédéraux.

Philippe Briout estime le scénario 2 plus équitable au regard des territoires.

Patrick Trioen s'oppose à toute forme de redistribution, le fonds de péréquation plongeon étant déjà très mal passé.

Jean-Luc Manaudou se dit favorable à un accompagnement du financement de la Relève FFN. Néanmoins, ces propositions sont-elles calculées sur des réalités budgétaires ou sur des hypothèses ? Est-ce que la fédération prend à sa charge les dépenses et demande aux ligues de participer à hauteur des actions réalisées ? Par principe, la fédération travaille-t-elle objectivement en optimisant les dépenses pour toutes les actions fédérales (choix des hôtels, représentation des élus, mise à disposition des officiels,...) ?

Julien Issoulié répond que sur les actions de la relève les dépenses et les délégations sont toujours optimisées.

Dominique Cupillard et Gilles Sézional confirment que cette optimisation est toujours réalisée (hébergement à deux par chambre, mutualisation des moyens, représentativité réduite des élus).

Laurent Ciubini : à l'instar de ce qui a été fait pour le fonds de péréquation plongeon, la répartition du financement de l'accession sera bien uniquement calculée sur le réalisé.

Jean-Luc Manaudou : concernant la relation ligue-départements, la ligue AURA reverse une part importante de ses recettes licences aux départements. A ce titre, il estime que les départements doivent également être associés à l'effort financier collectif, dans le cadre de la péréquation globale qui sera décidée. Il demande que ce sujet de la contribution des départements soit porté lors de l'Assemblée des départements des 2 et 3 février prochain.

Laurent Ciubini confirme que cette demande sera bien prise en compte dans le montage de ces deux journées.

Philippe Briout : nous ne sommes pas à l'heure de la gestion comptable et la Fédération travaille depuis plusieurs années sur ses dépenses. Attention à ne pas réduire les ambitions et le portage politique des actions ! Il se dit réservé sur le fait que cela fait 3 fois successives que les ligues participent au financement des projets suite à des « accidents budgétaires ». Le modèle économique est très fragile et devra être discuté par la suite. En termes de temporalité, cette demande arrive trop tardivement au niveau des ligues. Il serait davantage favorable à une diminution de la part fédérale reversée aux ligues. La vraie question de fond serait : souhaitons-nous faire bouger la fiscalité pour assumer nos ambitions ou la fiscalité doit-elle rester stable dans un environnement économique en inflation ?

Laurent Ciubini : il ne s'agit pas là d'accident budgétaire mais bien d'un choix du Codir, sur une action spécifique de ne pas fragiliser le programme de la relève. Il ne s'agit pas non plus d'une urgence, ce financement pouvant intervenir fin 2024.

Bénédicte Compois : nous devons nous adapter au nouveau modèle socio-économique qui émerge au sein du monde sportif. Comment notre écosystème global peut-il fonctionner ?

Laurent Ciubini répond que cette question centrale du modèle économique sera intégrée à l'étude de consulting menée par notre nouveau partenaire le Cabinet Deloitte.

Patrick Trioen : pourquoi envisager de baisser la part régionale, alors qu'elle baisse déjà régulièrement de facto à cause de l'inflation ? Le budget de BFC est déjà fragilisé par une embauche visant à pallier le manque de cadre technique ; mener des actions supplémentaires n'est pas envisageable. Retirer du budget aux ligues ne va pas les aider à se relever et à se structurer.

Gilles Sézional fait remarquer que les situations sont très disparates d'une ligue à l'autre. Les ligues qui thésaurisent peuvent participer à l'effort collectif.

Stéphane Metzger : de nombreux leviers peuvent être actionnés au niveau des ligues. Aujourd'hui il y a des choses que la Fédération, faute de ressources financières, ne fait pas, et qui sont du ressort des ligues. Le budget de la ligue Grand Est a doublé en 4 ans et ces fonds ont permis de développer des projets et soutenir les clubs. Faire du sport devient de plus en plus onéreux et un des leviers peut être l'augmentation de la licence compétitive. Les Départements aujourd'hui n'ont pas conscience de ces enjeux, c'est pourquoi il est important de les mettre autour de la table.

Joël Pineau : il est difficile de comparer les budgets d'une ligue à l'autre, notamment au niveau des financements. Diminuer la part fédérale est une hérésie. C'est la formation mise en place en PDL qui permet d'équilibrer le budget. Par contre, le financement de l'accession est bien l'affaire de tous et ne doit pas être négligé.

Jean-Luc Manaudou rejoint les propos de Joël Pineau concernant les disparités régionales. Il nous faut mettre tout à plat afin d'appréhender les moyens de chaque ligue, harmoniser l'ensemble, et mettre en place une ligne directrice forte et identique qui respecte les différences de chacun. La logique sportive et les orientations mises en place dans les ligues doivent coller à celles de la Fédération. Le modèle économique de la Fédération doit évoluer afin de ne plus s'appuyer uniquement sur la subvention ministérielle et la licence, grâce à de nouveaux partenariats et financements. Nous devons également moderniser et optimiser nos services.

Laurent Ciubini : afin d'avoir une vision claire du modèle économique de chaque ligue, un organe extérieur pourrait se charger de cette étude (CC Finance ou Cabinet Deloitte). Ce point lui paraît essentiel avant d'aborder toute question de redistribution ou d'augmentation de la part régionale.

Gilles Séziane confirme que la Fédération, ses ligues et ses départements doivent mener une réflexion commune afin de casser certains schémas de fonctionnement du passé. A noter qu'un contrat de partenariat vient d'être signé avec la Société Bioderma. Un autre partenariat important devrait être signé en janvier prochain.

Alex Badian : les territoires éloignés, Martinique, Guadeloupe et Guyane rencontrent des difficultés de plus en plus importantes. Ils fonctionnent depuis de nombreuses années sans CTS et les MNS ne sont pas formés comme ils le devraient. Par ailleurs les subventions ne cessent de diminuer et les billets d'avion d'augmenter (le déplacement d'un nageur coûte en moyenne entre 1500 et 2 000 €). Le fonds de péréquation pour l'accession est trop important pour les AGF.

A l'issue des différents échanges, le scénario 2 serait majoritairement privilégié.

- Point Eau Libre : Coupe de France et Officiels

Bénédicte Compois informe que la campagne 2024 de la Coupe de France Eau libre a été lancée. Pour rappel, les ligues sont responsables de l'organisation des étapes qui se tiennent sur leur territoire et signataire de la démarche d'engagement. Elles sont également associées à la désignation des jurys et de fait à la formation des officiels ; le CC Eau Libre se tient à la disposition des ligues pour les accompagner si besoin dans cette démarche.

5) Collaboration COSMOS

Antoine Fontaine rappelle que la Fédération prend une adhésion groupée auprès du Conseil Social du Mouvement Sportif (Cosmos), afin que les ligues puissent y adhérer avec un tarif préférentiel.

Les tarifs du COSMOS ont augmenté en 2024 : la FFN a augmenté son enveloppe de + 50%
Les ligues sont prioritaires (pensez à renouveler votre affiliation en janvier).

Rappel des nouveaux tarifs d'adhésion en offre groupée :

- * Non employeur : 25€/ an
- * Jusqu'à 7 ETP : 90€/ an
- * Plus de 7 à 20 ETP : 150€/ an

- * Plus de 20 à 50 ETP : 300€/ an
- * Plus de 50 à 250 ETP : 750€/ an
- * Plus de 250 ETP : 2250€/ an

Pour rappel, hormis les tarifs, ce système d'adhésion reste inchangé par rapport aux années précédentes. Ainsi, c'est aux fédérations d'indiquer quel est le montant global de l'enveloppe allouée à cette offre, ainsi que la nature des structures pouvant y bénéficier.

Actualités :

- Philippe Galot réélu à la Présidence du COSMOS.
- Augmentation des salaires minima à partir du 1er janvier.
- Pour 2024 : pas de négociation collective sur les salaires, négociation sur le passage automatique du groupe 6 au 7 dans les structures de plus de 6 ETP ; sujet sur les équivalences toujours d'actualité, chapitre 12 de la CCNS (sport pro) qui devrait être réécrit.
- https://youtu.be/b6l7D_x957Q

6) Campagnes CFR

6.1 - Bilan PSF 2023

Lysiane Debar présente les chiffres clés de la campagne PSF 2023 ainsi que la répartition des sommes allouées par territoire.

- **1 416 000 € alloués** (contre 5 352 569 € demandés), répartis de la manière suivante :
 - **277 clubs** : 882 150 €, soit 62% de l'enveloppe
 - **49 comités** : 163 055 €, soit 12% de l'enveloppe
 - **14 ligues** : 370 795 €, soit 26% de l'enveloppe
- **932** projets accompagnés financièrement par la FFN
- **1519 €**, c'est le montant moyen de subvention attribué par action
- **40 %** de dossiers renouvelés à l'identique par rapport à 2022

Plus de structures ont été financées en 2023 qu'en 2022, mais en revanche, moins d'actions ont été financées dans le même temps.

A noter que la moyenne de financement est en baisse constante si l'on excepte l'année Covid 2020.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

6.2 - Labellisation 2023-2024

Catherine Arribe présente le point à date sur la campagne labellisation 2023-2024 qui devrait être clôturée courant janvier 2024.

Sur 443 dossiers déposés :

- 76 sont restés « en cours de saisie » (= non certifiés par les clubs)
- 56 dossiers refusés FFN (raison : non validation du pré requis présence aux AG et 100% licences)
- 311 dossiers approuvés FFN

Sur 311 dossiers approuvés :

- 148 clubs non labellisés, soit 47,6 %
- 49 clubs non labellisés mais pouvant prétendre à la bonification – label Bronze
- 114 clubs labellisés soit 36,6 %, dont 7 Or, 33 Argent et 74 Bronze

Attribution des points Bonus :

Le calcul des enveloppes régionales de points bonus a été défini en se basant sur le besoin en points pour rattraper tous les clubs non labellisés (49 clubs concernés) et qui ont besoin d'1 ou 2 points pour atteindre le label Bronze.

Soit une enveloppe globale de 60 points réparties entre les 19 ligues.

Simulation de résultat labellisation après attribution des points bonus :

- 123 Bronze
- 33 Argent
- 7 Or

Soit 163 clubs labellisés

Patrick Trioen demande des précisions sur les clubs refusés n'ayant pas validé les pré-requis.

Catherine Arribe répond que certaines ligues, dont les ligues IDF et Occitanie, ont un dispositif de vérification du 100 % licences, et ont estimé que certains clubs ne jouaient pas le jeu.

7) Assemblée des Départements 2-3 février 2024

L'idée est de renouer et renforcer le dialogue FFN-Ligues-Comités en rassemblant les Présidents de comités départementaux, autour d'un temps d'échanges et de débats, en recueillant leurs attentes et leurs besoins, afin de co-construire un programme d'actions adapté à leurs besoins dans la logique du projet de la prochaine olympiade.

Cette Assemblée se tiendra **les vendredi 2 et samedi 3 février 2024 au siège fédéral à Clichy** en présence des Président(e)s de comités départementaux (ou leur représentant), ainsi que les Président(e)s de ligues.

L' élu référent désigné pour l'organisation de cette Assemblée des Département est Olivier Hirtzig.

Ces deux journées seront financées en partie sur le budget fédéral et en partie sur le financement OPCO. Seuls les frais de déplacements seront à la charge des participants.

Organisation :

- ✓ En amont de ce regroupement, une enquête sera lancée auprès des comités pour recenser les présences et les besoins (suggestions thématiques).
- ✓ Temps de travail en plénière, alterné avec des temps de travail sous forme d'ateliers (travaux pratiques, jeux de rôles)
- ✓ Moments de convivialité (visite du siège fédéral et bassins Clichy et/ou CAO)

Gilles Sézional remercie l'ensemble des participants pour les échanges et souhaite à toutes et tous d'excellentes fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h50

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE